

## **LIVRE INGEMAR LINDBERG**

### **CONTRIBUTION DE SAMIR AMIN**

#### **Reconstruire l'unité du front du travail**

La conjonction de la révolution scientifique et technologique en cours (en particulier de sa dimension informatique) et des stratégies socio-économiques mises en œuvre par les forces dominantes (et singulièrement du segment le plus puissant du capital constitué par les transnationales) ont apporté des transformations profondes dans l'organisation du travail et partant du monde du travail.

Le mode de production dit « fordiste » qui avait caractérisé une bonne moitié du siècle dernier, fondé sur la concentration de grandes industries mécanisées et l'accès à des marchés peu différenciés de consommation de masse, avait de ce fait structuré d'une manière particulière tant les hiérarchies du monde du travail (ouvrier-masse, encadrement, direction) que la vie sociale urbaine nouvelle. Ce mode de production avait également créé les conditions de procédures de négociations collectives (Syndicats – patronat) à la base du Welfare State. Les formes d'organisation dominantes alors (partis socialistes et communistes, syndicats de masse) comme celles concernant la conduite des luttes (grèves et négociations, manifestations et élections) produites dans ce cadre s'avéraient efficaces et partant crédibles et légitimes.

Le fonctionnement de l'ensemble de ces mécanismes avait assuré dans les centres capitalistes développés un niveau élevé de l'emploi (le quasi « plein emploi » et la sécurité sociale), la stabilisation dans la répartition du revenu. Les limites du système – idéologies et pratiques patriarcales, voire machistes ; gaspillage des ressources naturelles et mépris de l'environnement – ont fait l'objet des critiques des mouvements de femmes et des écologistes, qui ont modifié progressivement les consciences populaires à ces égards.

Des systèmes proches de celui décrit ci-dessus avaient également été mis en œuvre dans la sphère du socialisme réellement existant, motivés par la volonté de « rattraper » par l'accélération de la modernisation – urbanisation – industrialisation planifiée. Les limites du système – gaspillages dans les investissements, mais surtout absence de pratique démocratique, à laquelle se substituait l'encadrement forcé du parti – sont bien entendu à l'origine de sa crise et de son effondrement ultérieur.

Dans les périphéries du système mondial par contre ce même modèle n'avait pu être mis en œuvre autrement que, au mieux, très partiellement, dans les niches « modernisées-industrialisées » (en Chine, Inde, Asie du Sud-Est, monde arabe, Amérique latine) baignant dans un océan peu et surtout mal intégré dans l'ensemble national. Les formules politiques de gestion de ce « dualisme » entre le secteur formel moderne et les mondes paysans et informels impliquaient généralement un « encadrement » non démocratique et l'interdiction de l'expression directe des classes dominées. Le succès du national populisme, à travers lequel s'exprimait cette gestion, tenait aux ouvertures qu'il offrait par la mobilité sociale vers le haut et l'expansion de classes moyennes nouvelles. Aujourd'hui, avec le néo-libéralisme dominant, la page de cette histoire est tournée.

La scène est aujourd'hui dominée par la décomposition rapide – reconstitution lente de l'organisation du monde du travail. Dans les centres relativement privilégiés ce procès de transformation profonde se manifeste par la réapparition du chômage de masse, la flexibilité, la précarisation de nombreux emplois, et se solde par la réapparition de phénomènes de « pauvreté » (qui inspire un langage de retour à la « charité » du XIXe siècle) et l'accentuation des inégalités de toutes natures, interpellant à son tour les traditions démocratiques en crise. Mais simultanément ce procès amorce la reconstitution de formes nouvelles d'organisation du travail, dont l'analyse en terme de « réseaux » constitue l'expression la plus évidente, même si elle est formulée parfois en termes naïfs par excès « d'optimisme ».

Dans les périphéries du système l'évolution est considérablement plus dramatique. L'intégration des réserves paysannes dans la sphère gérée par les principes du néo-libéralisme (voir thème 1), la stagnation, voire le recul, des niches modernisées ou même leur expansion dans des formes commandées par la flexibilité – précarité du travail, se soldent par une croissance gigantesque de « l'informel » avec ses conséquences sociales déplorables (« bidonvillisation » ...)

En tout état de cause cette « crise systémique » remet en question les formes d'organisation et de luttes de l'étape antérieure : crise des partis (et de la politique), crise des syndicats, flou et fragmentation des « mouvements » en sont l'expression.

Par ailleurs la globalisation impose des réponses qui s'adressent à la fois aux travailleurs urbains des centres et des périphéries et aux masses paysannes de ces dernières. Faute de tenir compte de l'interdépendance des conditions qui régissent les uns et les autres, les réponses populaires mises en œuvre risquent d'être incohérentes et de ce fait peu efficaces.

### **La nouvelle question ouvrière**

La population urbaine de la planète représente désormais environ la moitié de l'humanité, soit trois milliards au moins d'individus, l'autre moitié étant constituée de paysans .

Au stade contemporain de l'évolution capitaliste les classes dominantes, propriétaires formels des moyens de production principaux et cadres supérieurs associés à leur mise en œuvre, ne représentent qu'une fraction fort mineure de la population globale même si la part qu'elles prélèvent sur le revenu à la disposition de leurs sociétés est majeure. S'y ajoutent les classes moyennes au sens ancien du terme – non salariés, propriétaires de petites entreprises (et cadres moyens) qui ne sont pas nécessairement en déclin.

Mais la grande masse des travailleurs des segments modernes de la production est constituée de salariés dont la proportion dépasse alors les quatre cinquièmes de la population urbaine des centres développés. Cette masse se partage au moins en deux catégories entre lesquelles la frontière est à la fois visible de l'extérieur pour l'observateur, et vécue réellement comme telle dans la conscience des individus.

Il y a ceux qu'on peut qualifier de classes populaires « stabilisées » au sens qu'ils sont relativement sécurisés dans leur emploi, grâce entre autre à des qualifications professionnelles qui leur donnent un pouvoir de négociation avec les employeurs et sont de ce fait souvent organisés,

dans certains pays tout au moins, dans des syndicats puissants. Dans tous les cas cette masse pèse d'un poids politique qui renforce leur capacité de négociation.

Les autres constituent les classes populaires précarisées formées pour partie de salariés fragilisés par leur faible capacité de négociation (du fait de leur faible qualification, de leur statut de non citoyens, ou de leur sexe – femmes, pour partie de non salariés (chômeurs formels, emplois dans l'informel pauvre). On qualifiera cette seconde catégorie des classes populaires de « précarisés », plutôt que de « peu ou non intégrés » (a fortiori « marginalisés »), parce que ces travailleurs sont parfaitement intégrés dans les logiques systémiques qui commandent l'accumulation du capital.

En croisant les informations disponibles pour les pays développés et pour certains pays du Sud (dont on extrapole les données) on obtient des ordres de grandeur des proportions que chacune des catégories définies ci-dessus représente dans la population urbaine de la planète.

Pourcentages de la population urbaine totale

	Centres	Périphéries	Monde
Classes riches et moyennes	11	13	25
Classes populaires	24	54	75
stabilisées	(13)	(11)	(25)
précarisées	(9)	(43)	(50)
TOTAL	33	67	100
Populations concernées (millions)	(1.000)	(2.000)	(3.000)

Bien que les centres ne rassemblent que 18 % de la population de la planète, leur population étant à 90 % urbanisée, celle-ci constitue encore un tiers de la population urbaine mondiale.

Si l'ensemble des classes populaires rassemble les trois quarts de la population urbaine du monde, le sous ensemble constitué par les précarisés représente aujourd'hui 40 % des classes populaires dans les centres, 80 % dans les périphéries soit deux tiers des classes populaires à l'échelle mondiale. Autrement dit également les classes populaires précarisées représentent la moitié (au moins) de la population urbaine mondiale, située à concurrence de plus de 80 % dans les périphéries, dans une proportion qui s'élève aux deux tiers de la population urbaine des périphéries et au quart de celle des centres.

Un regard sur la composition des classes populaires urbaines il y a un demi siècle, au lendemain de la seconde guerre mondiale, montre que les proportions qui caractérisaient la structure des classes populaires était à l'époque fort différentes de ce qu'elles sont devenues.

La part du tiers monde ne dépassait pas alors la moitié de la population urbaine globale (à l'époque de l'ordre du milliard d'individus) contre deux tiers aujourd'hui. Il n'y avait pas encore, à l'époque, de mégapoles comme celles que l'on connaît aujourd'hui dans pratiquement tous les pays du Sud. Il n'y avait que quelques grandes villes, notamment en Chine, en Inde et en Amérique latine.

Dans les centres, les classes populaires ont bénéficié, dans la période de l'après seconde guerre mondiale, d'une situation exceptionnelle fondée sur le compromis historique imposé au capital

par les classes ouvrières permettant la stabilisation de la majorité des travailleurs dans les formes d'organisation du travail connues sous le nom de système fordiste de la grande usine. Dans les périphéries la proportion des précarisés, toujours plus forte, ne dépassait pas la moitié des classes populaires, (contre plus de 70 % aujourd'hui) l'autre moitié de celles-ci étant encore constituée pour part de salariés stabilisés dans les formes de la nouvelle économie coloniale et de la société modernisée, pour part dans des formes anciennes des activités artisanales.

### **L'autre versant du défi : la nouvelle question agraire**

L'agriculture capitaliste, commandée par le principe de la rentabilité du capital, localisée presque exclusivement en Amérique du nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie, n'emploie guère que quelques dizaines de millions d'agriculteurs qui ne sont plus véritablement des « paysans ». Mais leur productivité, fonction de la motorisation ( dont ils ont presque l'exclusivité à l'échelle mondiale ) et de la superficie dont chacun dispose, évolue entre 10 000 et 20 000 quintaux d'équivalent- céréales par travailleur et par an. Les agricultures paysannes rassemblent par contre près de la moitié de l'humanité – trois milliards d'êtres humains. Ces agricultures se partagent à leur tour entre celles qui ont bénéficié de la révolution verte (engrais, pesticides et semences sélectionnées), néanmoins fort peu motorisé, dont la production évolue entre 100 et 500 quintaux par travailleur et celles qui se situent avant cette révolution, dont la production évolue autour de dix quintaux par actif.

Or , si, comme l'impose désormais l'Organisation Mondiale du Commerce depuis la conférence de Doha (Novembre 2001), on « intègre l'agriculture » à l'ensemble des règles générales de la « compétition », assimilant les produits agricoles et alimentaires à des « marchandises comme les autres », quelles en seront les conséquences certaines, dans les conditions d'inégalité gigantesque entre l'agro-business d'une part et la production paysanne de l'autre.

Une vingtaine de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres ,mais qui se nourrissent eux mêmes, tant bien que mal , et plutôt mal pour le tiers d'entre eux ( les trois quarts des sous-alimentés du monde sont des ruraux ) ? A l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 % l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fusse le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillisée, et de cinq milliards d' êtres humains « en trop ».

Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital (« la modernisation de la production agricole ») il faudrait détruire – en termes humains – des sociétés entières. Vingt millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un coté, cinq milliards d'exclus de l'autre. La dimension créatrice

de l'opération ne représente plus qu'une goutte d'eau face à l'océan des destructions qu'elle exige. J'en conclus que le capitalisme est entré dans sa phase sénile descendante ; la logique qui commande ce système n'étant plus en mesure d'assurer la simple survie de la moitié de l'humanité. Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide. Il est nécessaire plus que jamais de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure.

L'argument des défenseurs du capitalisme est que la question agraire en Europe a bien trouvé sa solution par l'exode rural. Pourquoi les pays du Sud ne reproduiraient-ils pas, avec un ou deux siècles de retard, un modèle de transformation analogue ? On oublie ici que les industries et les services urbains du XIXe siècle européen exigeaient une main d'œuvre abondante et que l'excédant de celle-ci a pu émigrer en masse vers les Amériques. Le tiers monde contemporain n'a pas cette possibilité et s'il veut être compétitif comme on lui ordonne de l'être il doit d'emblée recourir aux technologies modernes qui exigent peu de main d'œuvre. La polarisation produite par l'expansion mondiale du capital interdit au Sud de reproduire avec retard le modèle du Nord.

Cet argument - à savoir que le développement du capitalisme a bien résolu la question agraire dans les centres du système - a toujours exercé une attraction puissante, y compris dans le marxisme historique . En témoigne l'ouvrage célèbre de Kautsky - « la question agraire » - antérieur à la première guerre mondiale et bible de la social démocratie en la matière . Ce point de vue a été hérité par le léninisme et mis en œuvre - avec les résultats qu' on connaît par les politiques de « modernisation » de l' agriculture de l' époque stalinienne. En fait le capitalisme , parce qu' il est indissociable de l' impérialisme, s' il a bien résolu , à sa manière , la question agraire dans les centres du système , a créé une nouvelle question agraire dans ses périphéries d' une ampleur gigantesque et qu' il est incapable de résoudre ,sauf à détruire par le génocide la moitié de l' humanité. Dans le camp du marxisme historique seul le maoïsme avait saisi l' ampleur du défi . Et c' est pourquoi ceux des critiques du maoïsme qui voient en lui une « déviation paysanne » témoignent par cette affirmation même qu' ils n' ont pas l' équipement nécessaire pour comprendre ce qu' est le capitalisme réellement existant , toujours impérialiste ,parce qu' ils se contentent de lui substituer un discours abstrait sur le mode de production capitaliste en général.

Alors que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXIe siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable sécurité alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme - autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial - ,comme elles doivent - à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne , sans doute lente mais continue - permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes .Au niveau de ce qu'on appelle le marché mondial la régulation souhaitable passe probablement par des accords inter régionaux, par exemple entre

l'Europe d'une part , l'Afrique , le monde arabe , la Chine et l' Inde d'autre part, répondant aux exigences d'un développement qui intègre au lieu d'exclure.

### **Mondialisation de la pauvreté, annihilation des pouvoirs des travailleurs**

La transformation sociale majeure qui caractérise la longue durée – la seconde moitié du XXe siècle – peut être résumée en un seul chiffre indicatif : la proportion des classes populaires précarisées est, passée de moins d'un quart à plus de la moitié de la population urbaine globale, et ce phénomène de paupérisation a fait sa réapparition à une échelle significative dans les centres développés eux mêmes ; le chiffre de cette population urbaine déstabilisée est passé en un demi siècle de moins d'un quart de milliard à plus d'un milliard et demi d'individus, accusant une croissance dont le taux dépasse celui de tous ceux qui caractérisent l'expansion économique, démographique ou le mouvement d'urbanisation lui-même.

La paupérisation est un phénomène inséparable de la polarisation à l'échelle mondiale produit immanent de l'expansion du capitalisme réellement existant, qu'on doit qualifier de ce fait d'impérialiste par nature.

La paupérisation dans les classes populaires urbaines est étroitement liée aux évolutions dont sont victimes les sociétés paysannes du tiers monde. La soumission de celles-ci aux exigences de l'expansion des marchés capitalistes soutient des formes nouvelles de polarisation sociale qui excluent une proportion croissante des paysanneries de l'accès à l'usage de la terre. Ces nouveaux paysans pauvres ou sans terre alimentent – plus encore que la croissance démographique – l'émigration vers les bidonvilles. Or tous ces phénomènes sont appelés à s'aggraver aussi longtemps que les dogmes libéraux ne seront pas remis en cause et aucune politique corrective, dans ce cadre, ne pourra en enrayer le déploiement.

La paupérisation interpelle à la fois la théorie économique et les stratégies de luttes sociales.

La théorie économique vulgaire conventionnelle évacue les questions réelles que pose l'expansion du capitalisme. Car elle substitue à l'analyse du capitalisme réellement existant la construction de la théorie d'un capitalisme imaginaire, conçu comme une extension simple et continue de rapports d'échange (« le marché ») alors que le système fonctionne et se reproduit sur la base de rapports de production et d'échange capitalistes (non marchands simples). Cette substitution se double alors facilement d'un a priori que ni l'histoire ni le raisonnement rationnel ne confortent, selon lequel « le marché » serait par lui même auto-régulateur et producteur d'un « optimum social ». La « pauvreté » ne peut être alors expliquée que par des causes décrétées extérieures à la logique économique, comme la démographie ou les « erreurs » de politiques. Son rapport à la logique même de l'accumulation capitaliste est évacuée de la réflexion théorique. Or ce véritable virus libéral, qui pollue la pensée sociale contemporaine et en annihile la capacité de comprendre le monde, encore plus de le transformer, a profondément pénétré l'ensemble des « gauches historiques » constituées dans l'après seconde guerre mondiale. Les mouvements engagés à l'heure actuelle dans les luttes sociales pour un « autre monde » (meilleur) et une mondialisation alternative ne pourront produire des avancées sociales significatives que s'ils se débarrassent de ce virus pour ouvrir à nouveau un authentique débat théorique. Tant qu'ils ne se seront pas débarrassés de ce virus, les mouvements sociaux, même les mieux intentionnés,

resteront enfermés dans les carcans de la pensée unique et de ce fait prisonniers de propositions inefficaces de « correctifs » - celles qui s'alimentent des rhétoriques concernant la « réduction de la pauvreté ».

L'analyse esquissée ci-dessus doit contribuer à ouvrir ce débat. Car elle rétablit la pertinence de l'association entre l'accumulation du capital d'une part et les phénomènes de paupérisation sociale d'autre part, une association dont Marx avait, il y a 150 ans, initié l'analyse des mécanismes, qui n'a guère été poursuivie depuis.

Les mouvements qui animent les luttes sociales en cours sont à leur tour ici interpellés par notre analyse. Les stratégies qu'ils déploient pour faire face au défi sont-elles à la hauteur de celui-ci ?

### **La réponse au défi : unité des travailleurs, alliance ouvrière et paysanne, internationalisme**

La réponse au défi implique certainement une réflexion sur les politiques alternatives positives que les mouvements populaires pourraient formuler comme objectifs de leurs luttes. Mais le succès de ces réponses dépendra moins de la qualité intrinsèque des propositions que de leur mise en œuvre effective à travers les luttes, seules capables d'inverser les rapports de force sociaux en faveur des classes populaires.

Le défi présente de multiples aspects complémentaires les uns des autres. Il interpelle les syndicats et les autres organisations populaires auxquels incombe la responsabilité principale dans la reconstruction du front uni rassemblant les travailleurs "stabilisés" et ceux qui ne le sont pas (chômeurs, précaires, informels) dans les zones urbaines des centres et des périphéries. Il interpelle les mouvements paysans et les organisations sociales et politiques des sociétés des périphéries confrontés à la lourde responsabilité de mettre en œuvre non seulement des politiques de développement paysannes, mais encore de concevoir des politiques nationales macro qui rendent les revendications des travailleurs urbains cohérentes avec les exigences du monde rural. Il interpelle toutes les forces politiques soucieuses de répondre aux stratégies globalisées du capital par la reconstitution d'un internationalisme des peuples.

Ce livre analyse le "défi urbain" à partir de 17 études de cas et de situations diverses concernant les centres et les périphéries du système. Il amorce des réponses aux questions suivantes:

- (i) comment les défis de la « nouvelle question ouvrière » peuvent-ils être identifiés et précisés dans les conditions concrètes spécifiques de chaque pays ?
- (ii) comment les classes populaires concernées répondent-elles à ces défis ? quelles sont les stratégies qu'elles développent dans leurs luttes ? des stratégies d'adaptation ? ou des stratégies offensives qui remettent en cause l'ordre libéral ?
- (iii) quelles sont les stratégies efficaces alternatives efficaces proposées ?

Le complément à ces études, concernant l'autre volet du défi (les luttes paysannes), constitue l'objet d'un autre programme du Forum mondial des alternatives. Ce programme pose quelques questions et avance quelques propositions concernant les objectifs des luttes et les politiques alternatives de développement des sociétés paysannes.

## Tables de calcul détaillés

**2000**

	Centres		Périphéries		Monde	
Population urbaine	1.000	90%	2.000	41 %	3.000	50 %
Population rurale	100	10 %	2.900	59 %	3.000	50 %
TOTAL (millions)	1.100		4.900		6.000	
Proportions	18,3 %		81,7 %		100 %	

	Centres		Périphéries		Monde	
	Population	%	Population	%	Population	%
Classes riches et moyennes	330	10,9 (33 %)	400	13,4 (20%)	730	24,3 %
Classes populaires	21,9 (66 %)		53,6 (80%)		2.270	75,5 %
stabilisées	400	13,1 (60 %)	320	10,7 (20 %)	715	23,8 %
précarisées	270	8,8 (40 %)	1.280	42,9 (80 %)	1.555	51,7 %
Total (Millions)	1.000	33 %	2.000	67 %	3.000	100 %

**1950**

	Centres		Périphéries		Monde	
Population urbaine	560	80%	500	30 %	1.060	44 %
Population rurale	140	20 %	1.200	70 %	1.340	56 %
TOTAL (millions)	700		1.700		2.400	
Proportions	29 %		71 %		100 %	

	Centres		Périphéries		Monde	
	Population	%	Population	%	Population	%
Classes riches et moyennes	185	33	125	25	310	30
Classes populaires	375 67		375 75		750 70	
stabilisées	318	(85)	187	(50)	505	(67)
précarisées	57	(15)	188	(50)	245	(33)
Total (Millions)	560		500		1 060	